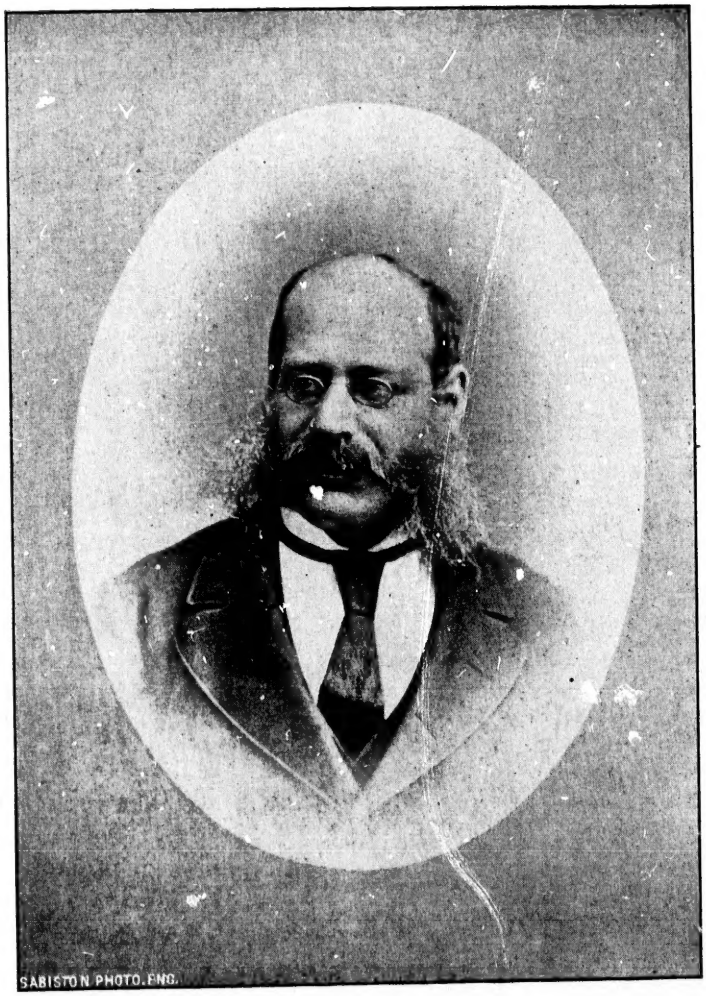
LES HOMMES DU JOUR



SIR RICHARD J. CARTWRIGHT

SIR RICHARD J. CARTWRIGHT

Une apparence de fraternisation générale des partis politiques donnait naissance, il y a vingt-cinq ans, à la confédération des provinces de l'Amérique britannique du nord. Dans l'exubérance de leur enthousiasme pour "la naissance d'une nation nouvelle," les orateurs et les écrivains de l'Union saluaient cet évènement comme l'aurore d'un millénaire dans les affaires coloniales. Se laissant entraîner par leur imagination échauffée, ils représentaient le lion conservateur et l'agneau libéral couchés l'un à côté de l'autre dans la bienheureuse tranquillité de l'amitié fraternelle. On oublierait bientôt un passé mort, et on substituerait aux disputes acrimonieuses, aux infructueuses querelles des anciens partis, ce que le Dr. Tupper, avec cet heureux don de phraséologie qui l'a toujours distingué, appelait "le grand parti de l'union et du progrès." C'était un temps de réjouissances générales, de serrements de mains, de félicitations mutuelles ; et, si un observateur se fût permis de déclarer cyniquement que, lorsque le lion et l'agneau sont couchés l'un à côté de l'autre, ce dernier est en grand danger, on l'eût fait taire par un éclat de rire. Les évènements ont-ils justifié cette observation ? Laissons à ceux qui ont étudié impartialement l'histoire du Canada le soin d'en décider.

Quoi qu'il en soit, le peuple était bien disposé en faveur du changement. Il était fatigué des luttes de partis au milieu desquelles il avait grandi, luttes qui n'aboutissaient à rien, qui ne changeaient et ne réformaient pas les abus évidents dont il souffrait. Des aspirations à une sphère plus large et à des idées plus élevées avaient commencé à se faire jour dans les cœurs de la génération nouvelle. Les partis, à cette époque, avaient à leur tête des hommes dont les sentiments étaient plus anglais que canadiens. L'idée du jeune Canada s'affirmant de lui-même hautement paraissait à quelques-uns

d'entre eux si pitoyable et si grotesque, qu'ils exprimèrent ouvertement leur mépris à son égard ; ils étaient loin de penser qu'avant que la confédération ait atteint sa dixième année, cette idée, détournée quelque peu de son acception première, serait le point de départ des luttes de partis et tiendrait longtemps au pouvoir l'un d'entre eux, avec ces mots magiques : " Le Canada pour les Canadiens ! '

Chaque province envoya au premier parlement du Dominion ses meilleurs représentants. Personne ne niera, je pense, que ce parlement fut, à tous les points de vue, le plus remarquable qui ait jamais siégé à Ottawa. Les anciennes législatures provinciales avaient-elles développé les capacités politiques dans une mesure que ne saurait atteindre le système actuel ? Les principes et les méthodes de la vie publique étaient-ils plus élevés et meilleurs alors qu'aujourd'hui ? Le fait est que la vieille école parlementaire, prise dans son ensemble, était évidemment bien supérieure à celles qui lui ont succédé. Il y avait alors des géants dans le monde parlementaire, et, quand nous tournons nos regards vers cette période déjà éloignée, la différence est si grande, que nous pouvons nous écrier avec le poète :

> "We, we have seen the intellectual race
> Of giants stand, like Titans, face to face ;
> Athos and Ida, with a dashing sea
> Of eloquence between."

Ce fut au milieu de cette assemblée des pères de la confédératon que Richard John Cartwright se fit remarquer pour la première fois. Comme la plupart de ceux qui siégeaient avec lui, il avait fait un apprentissage dans la législature provinciale. Dès le commencement de sa carrière, il avait passé pour être, parmi les conservateurs de la nouvelle génération, un de ceux qui promettaient le plus ; et les personnes qui le connaissaient le croyaient bien près de succéder au chef de ce parti. Peu de temps après la proclamation de l'Union, il devint notoire que Sir Alexander Galt, avec ses idées sur une protection limitée, professait des opinions différant sérieusement de la politique du gouvernement ; on prétendit que M. Cartwright, qui siégeait à côté de lui au premier rang de la Chambre, du côté des ministres, partageait ces opinions. Tous deux représentaient cet élément du parti conservateur qui s'érigeait contre certaines idées, méthodes et associations politiques auxquelles la sphère fédérale se trouvait à offrir un nouveau champ. M. Cartwright s'objectait

surtout à l'opportunisme que, dans son opinion, le gouvernement poussait un peu trop loin.

Grâce à ses études approfondies des questions financières, auxquelles il avait consacré beaucoup de temps, et à son expérience personnelle dans les affaires de banques du pays, il avait toutes les qualités requises pour devenir ministre des finances de la confédération, position qu'on lui assignait déjà d'un commun accord. Telle était la situation, du moins en ce qui concernait M. Cartwright, lorsque Sir Alexander Galt fit sa mémorable déclaration de guerre à la politique du gouvernement et annonça qu'il était déterminé à garder une position indépendante du parti. Ce fut, au sein de cette heureuse famille, la première rupture.

M. Cartwright ne parla point, et, à vrai dire, dans la circonstance, on ne devait pas s'attendre à un discours de lui ; mais on connaissait ses idées sympathiques à l'attitude de Sir Alexander, et nous pouvons dire que ce jour marqua le commencement de la désunion entre lui et Sir John Macdonald,—désunion que les évènements subséquents accentuèrent de plus en plus et qui finit par sa séparation définitive du parti conservateur et son alliance avec les libéraux.

Les annales des luttes de partis sont remplies d'exemples d'hommes que leurs convictions ont poussés à combattre leurs amis politiques. Pour des hommes de principes élevés et de fortes convictions, rien n'est plus naturel. L'habileté d'un homme public à désagréger ou à fusionner les feux des luttes politiques et parlementaires : voilà le chemin qui le conduit au premier rang. Le comte Beaconsfield et M. Gladstone en sont des exemples bien connus. Ceux qui croient que ces changements d'opinion impliquent de l'inconséquence d'esprit n'ont pas suffisamment étudié les courants de la vie publique. Les hommes, pris individuellement, ne sont pas toujours les mêmes ; ce ne sont pas toujours les mêmes mobiles qui guident les partis. On peut peut-être accorder, à un point de vue abstrait, que les partis sont réellement divisés par des principes opposés ; mais il n'est pas nécessaire d'avoir fait de longues études politiques pour arriver à la conclusion que, aujourd'hui du moins, chaque parti peut tenir facilement une ligne de conduite bien dangereuse pour la politique du parti adverse. Un homme, sans abandonner son parti, peut être abandonné par lui ; et c'est quelquefois un problème très difficile à résoudre que de décider le moment précis où l'on doit choisir entre

ce qu'on croit être juste et la loyauté à ses amis politiques. M. Cartwright s'est-il jamais trouvé dans cette terrible alternative? Je ne suis pas en position de le dire; mais sa stabilité ne saurait être mise en doute. Comme je l'ai déjà donné à entendre, sa carrière fut un développement progressif. Né, pour ainsi dire, conservateur, élevé dans une atmosphère tout imprégnée d'idées conservatrices, nourri dans l'admiration d'un gouvernement idéal, mais doué d'un esprit d'une étonnante originalité et d'un pouvoir analytique très grand, ne fallait-il pas s'attendre à le voir se créer lui-même sa carrière politique? Et, s'il a refusé d'être un simple instrument dans la main d'un chef politique, pour ne pas étouffer la voix de sa conscience, nous devons applaudir à son honnêteté et laisser à d'autres la tâche de déplorer chez lui l'absence de cette souplesse qui permet à certains hommes, de vues moins élevées, d'atteindre la somme de succès auxquels ils peuvent prétendre.

Sir Richard était tout jeune quand il entra au parlement. Il avait à peine vingt-sept ans lorsqu'il représenta, en 1863, le comté de Lennox à l'assemblée législative du Canada. Pendant ces trente années,—excepté en 1883, époque à laquelle le comté qu'il représentait, Huron-Centre, fut supprimé par l'"acte de redistribution,"—il a consacré aux affaires du pays tout son temps, une grande partie de ses ressources personnelles et ses brillantes qualités. Plus que personne dans le pays, il ressemble à ces hommes d'Etat de la Grande-Bretagne qui ont tous les moyens et toutes les facilités de mener une vie de plaisirs, mais qui préfèrent consacrer leur temps aux travaux assidus et souvent ingrats de la vie publique. C'est un bonheur pour un pays d'avoir des enfants aussi dévoués à son service. Le seul fait qu'ils se dévouent à une tâche si ingrate et si périlleuse n'est-il pas une réponse suffisante à ces partisans exaltés qui, dans la furie de leurs luttes, les accablent d'insultes et de calomnies? Voici, pour l'expression des vues de Sir Richard sur la question, un passage du discours qu'il prononça, en 1882, en réponse au discours sur le budget: "Je n'ai," dit-il, "aucune espèce d'objection à ce qu'un homme accumule une fortune aussi grande que possible par tous les moyens honnêtes et légitimes. Je ne veux pas dire que je regarde la fortune comme le but le plus élevé de la vie; et je crois que, si on la regardait comme le but le plus élevé et l'obiet de la vie, nous ne nous occuperions point de politique. Mon expérience me montre que, si

beaucoup d'hommes y sont entrés riches et l'ont quittée pauvres, pas un homme honnête et honorable n'y est entré pauvre et ne l'a quittée riche."

Ceux qui admirent aujourd'hui la merveilleuse facilité d'élocution de Sir Richard auraient peine à croire que, lorsqu'il voulut parler en public pour la première fois, il était embarrassé et hésitant ; ce que quelques personnes considéraient comme une prononciation affectée donnait à son débit une raideur désagréable. Mais il eut vite remédié à ces défectuosités, et l'on peut dire qu'il n'y a pas un homme, au Canada, aujourd'hui, qui possède à un plus haut degré que lui la faculté d'improviser et d'exprimer ses pensées dans un langage à la fois sobre, vigoureux et clair. Dans la discussion, il n'est pas surpassé ; mais son incomparable facilité d'invective et de sarcasme le met bien au-dessus de tous les rivaux possibles. Ceux qui sont contre lui se plaignent tous de la trop grande liberté avec laquelle il s'y exerce ; mais ils ne devraient pas oublier ce qui l'a provoqué. Malheureusement, dans le pays, les discussions politiques ont été trop souvent avilies par l'oubli des plus ordinaires convenances de la politesse sociale ; mais, même dans ses paroles les plus mordantes, quand il était piqué au vif par les attaques immodérées de ses adversaires, Sir Richard n'a jamais oublié qu'il est un gentilhomme, et il a toujours su lancer le sarcasme dans les termes les plus élégants. Dans toutes les occasions, il est fidèle à ses principes. De nature loyale, il abhorre tout ce qui ressemble à la supercherie. On peut dire que tous les échecs qu'il a subis comme homme politique viennent de la droiture et de la franchise chevaleresques avec lesquelles il a toujours reconnu la force et la valeur des arguments portés contre lui. Cette qualité, malheureusement trop rare chez les hommes publics canadiens, fut mise en évidence surtout quand il occupa la position de ministre des finances dans l'administration Mackenzie. Si l'on s'en tient exclusivement à leurs mérites, sans s'occuper de politique de parti, on admettra, je pense, que ses discours renferment des exposés aussi justes, aussi clairs et aussi énergiques, ou des aperçus sur les importantes questions de législation concernant les finances et le commerce aussi dignes d'un homme d'Etat qu'il soit possible d'en trouver ailleurs.

Longtemps avant que celui qui fait le sujet de cette biographie se fût rendu célèbre par ses facultés brillantes et sa magnifique éloquence,

le nom de Cartwright jouissait d'une haute et honorable réputation dans l'histoire du Canada. Le fondateur de la branche américaine de la famille émigra d'Angleterre et arriva à New-York, en 1742, à bord du *Dolphin*. Son fils, l'honorable Richard Cartwright, grand-père de Sir Richard, naquit, le 2 février, 1759, à Albany, dans l'état de New-York, qui était alors une colonie anglaise. Avec les avantages d'une haute position sociale et d'une très belle éducation, il avait la perspective d'une brillante carrière. Il possédait, nous dit son biographe, "au plus haut degré ces qualités qui font un grand caractère et un homme vertueux ;" mais "il n'avait pas l'ambition de se lancer dans la vie publique et, après mûre réflexion, il se tourna du côté de l'Eglise." Pour devenir plus apte à suivre cette vocation sacrée, il voua son temps à l'étude du grec et de l'hébreu ; mais, au milieu de ses études, la révolution américaine éclata et changea complètement le but de sa vie. Elevé par ses loyaux parents dans l'habitude de révérer le roi et le parlement, il n'hésita pas un moment à faire son choix. C'est dans ces sentiments qu'il accompagna ses parents au Canada et, pendant quelque temps, il fut attaché comme secrétaire au colonel Butler, des Voltigeurs Royaux. Après la guerre, il conclut une association commerciale avec l'honorable Robert Hamilton, père de feu le sénateur Hamilton, de Kingston. Ses succès dans le commerce furent la base de la fortune de la famille. Peu de temps après son établissement à Kingston, il fut nommé juge des Plaids Communs et s'acquitta de ses devoirs, sans recevoir d'honoraires, d'une manière très honorable pour lui-même et très appréciée du public. Quand le Haut-Canada fut érigé en province séparée, il fut nommé membre du conseil législatif et, pendant tout le reste de sa vie, c'est-à-dire pendant vingt-trois ans, il assista à toutes les sessions du parlement, excepté une. Ceux qui croient à la transmission des qualités reconnaîtront en Sir Richard une grande ressemblance, en beaucoup de points, avec son grand-père, dont la maxime favorite était : "Rendez une nation vertueuse : ses lois seront sages, et leur exécution assurée." Plusieurs fois on lui offrit, au conseil exécutif, un siège, qu'il refusa ; mais, pour citer encore son biographe : "Dans toutes les situations où il s'est trouvé placé, nous avons remarqué la même dignité de caractère, le même oubli de lui-même, la même élévation de principes ; se contentant de l'approbation de sa conscience et de ses espérances dans l'avenir, il ne se fiait pas aux applaudis-

sements des hommes et se réjouissait même, quelquefois, de voir le mécontentement ou les reproches de ses amis et de ses connaissances." Après s'être distingué dans les guerres de la révolution et de 1812, après avoir enduré les tribulations de l'exil et avoir eu sa part des privations qui attendaient les colons dans les solitudes du Haut-Canada, il mourut, en 1814, laissant une réputation de patriotisme absolument désintéressé et de probité sans reproche.

Après lui, ce fut John S. Cartwright qui eut à maintenir, au service du pays, le bon renom de la famille. Depuis sa trentième année jusqu'à sa mort, il représenta Lennox et Addington à la législature du Canada. La vie des hommes publics est quelquefois traversée par des évènements dont les conséquences sont énormes, mais que les contemporains laissent passer inaperçus ou qu'ils oublient. C'est ce qui arriva pour la carrière de John S. Cartwright : un concours de circonstances le mit en antagonisme avec le jeune John A. Macdonald, qui aspirait alors à devenir le chef du parti conservateur. Il est inutile de discuter la question ; mais on peut remarquer que le ressentiment de John S. Cartwright contre les méthodes adoptées par John A. Macdonald pour venir à bout de supplanter Sir Allan McNab était basé sur ces idées strictes de devoir public et ce haut sentiment d'honneur personnel qui poussèrent, plus tard, son neveu, Sir Richard Cartwright, à refuser de reconnaître plus longtemps pour chef Sir John Macdonald.

Il est curieux de noter, dans l'histoire du Canada, la quantité de noms autrefois fameux qui ont disparu des annales du pays depuis peu de temps. Le nom de Cartwright est une exception singulière. Pendant cent ans, c'est-à-dire depuis 1792, lorsque l'honorable Richard Cartwright fut appelé au premier conseil législatif du Haut-Canada, jusqu'à nos jours, le parlement a toujours compté dans son sein un des membres de cette famille. Bien plus, Sir Richard est, je crois, le seul descendant direct d'un des membres de la première législature du Haut-Canada qui occupe un siège dans le parlement fédéral. On peut donc dire de lui qu'il a "hérité l'obligation de servir son pays natal."

Sir Richard est né à Kingston, le 4 décembre, 1835. Il est l'aîné des fils vivants du Rév. R. D. Cartwright, M.A., du *Queen's College* d'Oxford, qui était lui-même le plus jeune fils de l'honorable John Cartwright et le frère jumeau de John S. Cartwright. Je ferai ob-

server, pour satisfaire les curieux en matière de généalogie, qu'il descend, du côté de sa mère, de Hugh O'Neil, comte de Tyrone, célèbre dans les chansons et dans l'histoire de l'Irlande sous le nom de "la Main Rouge d'Ulster," — (*the Red Hand of Ulster*), — car Margaret Dalway, petite-fille du grand Hugh, avait épousé son huitième arrière-grand-père. Sir Richard est digne de cette illustre généalogie. Dans son indomptable courage, dans son absolu dévouement à la cause qu'il a embrassée, nous retrouvons plus qu'une ressemblance accidentelle avec le favori des romances et de la chevalerie irlandaises. Un fait encore plus curieux, dans sa généalogie, c'est que, du côté de son père, il descend du Rév. D. Cartwright, le fameux théologien puritain qui, comme Hugh O'Neil, florissait sous le règne d'Elizabeth. Cette descendance d'ancêtres si remarquables n'a pas été, d'après bien des personnes, sans avoir sur lui une influence appréciable. Dans un discours prononcé à la chambre des Communes, pendant la session de 1882, sur les résolutions du *Home Rule*, Sir Richard fit allusion à ce fait de l'histoire de sa famille et réclama le droit, comme ayant dans ses veines du sang irlandais, de plaider la cause du peuple de l'Irlande. Je n'oublierai jamais l'éloquence et la magnanimité de ce discours, le noble dédain avec lequel il réfuta les insinuations lancées par certains politiciens contre le pays de sa mère.

Après avoir fait ses études préparatoires dans des institutions privées, à Sainte-Catherine, et à l'école primaire de Kingston, il entra au collège de la Trinité de Dublin. Mais il n'y resta pas assez longtemps pour avoir ses diplômes, car des raisons de famille le rappelèrent au Canada avant qu'il eût fini son cours. Il se lança à la fois dans les affaires et dans la politique et, quoiqu'il ait toujours eu des devoirs et des engagements multiples, il n'a pas cessé d'étudier avec ardeur. Il n'est point de sujet de politique publique, d'économie politique ou d'administration gouvernementale sur lequel il ne puisse causer en toute connaissance. Dans les sphères de la finance, où se sont le plus largement exercées les facultés incomparables de sa virile intelligence, il n'a pas d'égal au Canada. Outre ces connaissances approfondies, il possède parfaitement l'histoire, la littérature et la langue de plusieurs pays ce qui lui permet d'embellir à volonté ses discours des citations les plus appropriées et les plus frappantes.

C'est surtout comme homme d'Etat qu'il se laisse guider par se-

principes et qu'il cherche à les appliquer au développement de notre progrès national. C'est la lecture de ses discours qui fait le mieux voir et comprendre cela. Mais il faut se méfier beaucoup des faux sens et des fausses interprétations que donne à ces discours une presse partiale. Sir Richard Cartwright a peut-être souffert de cela plus que tout autre homme public au Canada. Cela est dû, sans aucun doute, à son attitude intransigeante vis-à-vis d'hommes qu'il considère indignes de respect et à l'égard de mesures qu'il pense nuisibles aux véritables intérêts du pays. Revêtu d'une triple armure de droiture, de conviction et de force de résolution, il n'a jamais fait quartier à ses adversaires et s'est toujours attendu au même traitement de leur part. Aucun chef libéral n'est plus redouté que lui de l'autre côté de la Chambre.

Dans son discours lors de l'inauguration du *Young Liberal Club*, de Seaforth, le 27 octobre, 1886, il a donné une définition du libéralisme que l'on peut considérer comme sa propre profession de foi politique. "Le libéralisme," a-t-il dit, "n'est pas précisément la même chose que la réforme. Libéralisme signifie le désir de liberte dans le sens le plus large possible, toute la liberté que peut avoir un homme sans porter atteinte aux droits des autres. Libéralisme signifie le désir et la détermination de maintenir le droit de la liberté d'examen, de la liberté d'action. Et c'est donc *prima facie*, pour parler exactement, par la loi de leur existence, que tous les vrais libéraux sont, nécessairement, ennemis de tout esclavage ; ils sont, nécessairement, ennemis des monopoles, qui ne peuvent guère exister sans injustice pour une classe ou pour une autre de la société ; ils sont, nécessairement, ennemis des classes privilégiées auxquelles on permet de vivre sous une loi différente de celle qui régit le reste des citoyens ; ils sont aussi, nécessairement, ennemis de la corruption et de tous les autres modes d'entravement à la liberté d'action des sujets canadiens." Dans la même occasion, il conseille à ses auditeurs, s'ils veulent une organisation élégante et énergique, d'adopter cette devise: "Liberté du sol, liberté du commerce, liberté de la parole, liberté de l'homme." "Les vrais libéraux," ajoute-t-il, "ont foi dans le progrès de l'humanité. Ils croient que certainement la race humaine doit devenir meilleure à mesure que le monde avance ; ils croient que le créateur de la race humaine veut qu'il en soit ainsi."

Après ce qui a été dit de son attitude à l'égard de certaines per-

sonnes avec lesquelles il a été en lutte, il est intéressant de noter ses idées sur les relations qui devraient exister entre les libéraux et les conservateurs. "Je voudrais," dit-il, "vous faire comprendre clairement qu'à mon avis il n'est pas indispensable qu'il y ait, et il ne devrait pas y avoir de conflit entre les vrais libéraux et les vrais conservateurs. D'après ma manière de voir, le parti libéral et le parti conservateur sont le complément et le supplément l'un de l'autre, plutôt que nécessairement opposés.....Soyez, à votre guise, conservateur ou libéral ; mais encore, je vous dirai : soyez l'un ou l'autre. N'hésitez pas entre deux opinions. S'il y a une chose que j'abhorre et que je déteste, ce sont ces Laodicéens de la république, ces mulâtres politiques qui héritent les vices des deux partis et n'ont les qualités d'aucun, qui soufflent tantôt le chaud et tantôt le froid, qui, lorsque les exigences politiques le demandent, sont prêts à jurer que le noir est blanc, que le jaune est vert, qu'un cercle est carré ou qu'un carré est rond, qui sont prêts à se dire, si cela peut leur procurer une voix, catholiques-protestants ou protestants-catholiques."

Sir Richard n'est pas un homme qui se laisse égarer en des songes creux : son esprit est essentiellement pratique. Mais, comme tous nos hommes publics, il a pensé à l'avenir du pays. Il disait, à ce propos, dans le discours dont je viens de citer un passage : "Je suis intimement convaincu que notre organisation actuelle est une organisation d'un caractère tout-à-fait temporaire, et qu'elle ne saurait durer, au moins sans subir de très sérieuses modifications. Outre cela, voici une autre question plus importante : les relations du Canada avec toutes les nations parlant anglais, et la possibilité ou les avantages d'une alliance plus étroite entre elles. Je crois que ce ne serait pas seulement notre intérêt personnel, mais aussi le véritable intérêt de la liberté et de la civilisation dans tout l'univers, si les branches dispersées de la famille anglo-saxonne, mais surtout le Canada, l'Australie, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, pouvaient réussir à conclure amicalement une alliance solide et étroite qui, entre ces peuples parents, rendrait toute guerre désormais impossible humainement parlant. Je ne caresse pas l'idée vaine de les unir sous une seule forme de gouvernement, et je ne le désire pas. Ce que je rêve, c'est une véritable alliance amicale, non point dans le but d'aller faire la guerre aux états moins forts, mais simplement pour assurer, entre ces nations, la paix et le bon vouloir."

Ce superbe aperçu d'une brillante constellation des nationalités d'origine anglaise qui s'élèvent et progressent à tous les coins du monde flatte l'esprit des meilleurs et des plus capables enfants de l'empire britannique, et il pourrait bien devenir une réalité avant le milieu du siècle prochain. Nous retrouvons ces mêmes vues importantes de haute politique dans son discours sur la réciprocité, à la chambre des Communes, pendant la session de 1888 : c'est, à mon avis, le meilleur discours traitant du commerce international qui ait jamais été prononcé au parlement du Canada.

Il y a, dans ses discours, bien des passages qui montrent la largeur de ses grandes qualités d'homme d'Etat. Je voudrais pouvoir les citer ; malheureusement, les limites de cette biographie ne le permettent pas. Je me contenterai de quelques extraits très courts. Parlant du droit de résistance à l'injustice et à la tyrannie, il pose en principe qu'il y a des circonstances et des occasions où les grandes injustices ne peuvent être réparées que par la révolte à main armée. Il cite l'histoire pour montrer qu'à certaines époques des hommes sages, des hommes bons, des hommes doués d'un cœur tendre ont répété avec insistance que ce n'était pas seulement un droit, mais un devoir, de se lancer dans la guerre civile ; il prouve que souvent cette terreur de la guerre civile a fait courir au monde le risque de devenir la proie de canailles qui se retranchaient derrière des formes légales et des subtilités constitutionnelles. "Vous avez," déclare-t-il, " des exemples de ce droit sacré de résistance dans les évènements qui ont précédé la Grande Charte, et ce droit est incorporé dans la Charte elle-même. La glorieuse révolution a été la consécration du droit de résistance, et l'établissement actuel de la couronne anglaise est la preuve évidente de ce droit." Dans le même discours, après avoir cité des exemples de cas où tous les hommes probes auraient à prendre les armes par devoir, il fit cette déclaration de mauvais présage, qu'une mesure telle que l'acte de redistribution de 1882, si elle était mise en vigueur par le parlement, comme on l'avait d'abord proposé, serait une juste cause de révolte contre la tyrannique majorité du parlement. " Remède violent ! " ajoutait-il. " Oui, c'est un remède violent, et, comme tous les bons remèdes, et aussi les bonnes doctrines, il a des effets de vie ou de mort."

Instruit à la difficile école de l'opposition pendant des années, il eut à combattre des méthodes, à résister à des influences que je n'ai

pas besoin de qualifier : il semble donc tout naturel qu'il soit devenu un des moralistes politiques les plus austères. Parlant, à Seaforth, dans une circonstance que j'ai déjà mentionnée, il disait aux jeunes libéraux : " Il faut que vous ayez un caractère sérieux, de beaucoup de sang-froid, mais toujours prêt à affronter les circonstances critiques ; vous devez avoir la faculté honnête et salutaire d'une sévère et juste indignation contre les malfaiteurs. Je vous déclare que ce n'est pas seulement votre droit, mais votre devoir, de mépriser et, si vous le pouvez, de châtier tous les fourbes, les voleurs et les menteurs, partout où vous les trouverez, et de les châtier triplement, s'ils se sont faufilés jusqu'à des postes élevés." Il réprimande violemment toutes ces excellences trop puissantes qui sont la caractéristique du temps actuel, et il dit que quelques-uns de ces millionnaires, dont les coûteuses extravagances et les luxueuses prodigalités servent si fréquemment de thèmes aux journaux, "ne valent pas mieux que des brigands prospères." " Elevez-vous," s'écrie-t-il, " mes jeunes amis, contre ces bassesses. Honorez un homme pour ce qu'il est, non pour ce qu'il a, sans quoi n'ayez plus jamais l'audace de vous intituler de vrais libéraux !"

Dans bien des passages, Sir Richard possède une netteté et un brillant d'épigramme qui lui donnent droit à une place dans la sagesse axiomatique de tous les temps. En voici quelques-uns, pris au hasard : " La politique, quand on s'y livre honorablement, est une des plus nobles vocations ; si l'on cherche à y gagner de l'argent, c'est un des commerces les plus vils." " Honorez tous ceux de vos adversaires qui sont dignes de l'être. Immédiatement après un ami digne de respect, honorez un adversaire qui en est digne aussi." " Il faut être prudent dans ses accusations contre un homme public ; mais, quand on a des preuves de sa culpabilité, c'est un crime contre l'Etat de le pardonner." " Marquez votre mépris de la fourberie en refusant rigoureusement aux hommes coupables d'actions viles et corrompues ces marques de courtoisie qui ne sont dues qu'à des adversaires respectables." " Il y a beaucoup d'or dans la boue de la politique." " Les hommes qui font les plus grands sacrifices ne demandent rien en retour." " Vieillir, c'est perdre ses illusions." " Pour faire quelque chose de vraiment grand, il faut de la patience, de la discipline, de la méthode et de l'organisation."

Je pourrais rassembler plusieurs pages de maximes tout aussi

bonnes, peut-être meilleures que celles-là ; mais je suis contraint de me borner à un dernier extrait. Conseillant à ses auditeurs d'entretenir une honorable ambition, il dit : "Une telle ambition est peut-être la meilleure sauve-garde contre la corruption politique : elle a autant d'effet dans ce sens qu'en a un amour pur pour nous protéger contre le dévergondage. Tennyson vous enseigne un moyen de protection très efficace, quand il vous dit dans sa splendide description des effets de l'amour sur l'élévation du caractère, spécialement pour la jeunesse et la première virilité : 'Ne jamais dire une calomnie, et ne jamais y prêter l'oreille ; passer tranquillement sa vie dans la chasteté la plus parfaite ; n'aimer qu'une femme, s'attacher à elle, travailler noblement jusqu'à ce qu'on l'ait obtenue : je ne crois pas qu'il y ait, sur la terre, de plus délicieux enchaînement qu'un premier amour. Non-seulement il façonne le caractère, mais il enseigne les pensées élevées, les paroles aimables, la politesse, le désir de la renommée, l'amour de la vérité,—enfin tout ce qui fait un homme.' Ces paroles ne sont pas seulement nobles : elles sont encore profondément vraies,—aussi vraies au point de vue physiologique qu'au point de vue psychologique. Ce sont des paroles que tous les jeunes Canadiens et les jeunes Canadiennes feraient bien d'apprendre par cœur, d'étudier et de méditer. Elles donnent, sur les relations qui doivent exister entre les deux sexes, la juste notion du véritable esprit chevaleresque et chrétien ; elles font appel à ces sublimes instincts que nous avons hérités de nos aïeux teutons : je veux dire cette considération et cette estime innées pour la femme, que Tacite, il y a dix-huit cents ans, remarquait comme une des plus admirables qualités des nations de race germanique, comme une de ces vertus qui ont leur récompense dans cette vie aussi bien que dans la vie future."

D'après ce que je viens d'écrire, on croira volontiers que Sir Richard Cartwright est, au Canada, une des personnalités les plus puissantes de la vie publique. Si je voulais essayer d'établir un parallèle, à la manière de Plutarque, entre lui et quelque autre personnage doué de qualités identiques, ayant vécu dans des circonstances semblables, je devrais choisir un nom dans cette héroïque période de l'histoire, où des hommes d'une intégrité inflexible risquaient leur fortune, leur vie même et tout ce qu'ils possédaient de plus précieux, au service de leur pays. Façonné dans l'antique moule

romain, il m'apparaît comme le Junius Brutus du Canada. Inébranlable dans tout ce qu'il croit être la droite ligne de conduite et de devoir publics, il n'est pas dans sa nature d'hésiter ou de s'en écarter un instant. Il s'est fixé le travail de sa vie, s'y est préparé par des études sérieuses et approfondies, qu'il a complétées par ses longues observations de l'humanité dans différents pays et dans toutes les conditions ; il s'y est consacré avec une constance à laquelle aucun éloge ne saurait rendre justice. Deux fois dans sa jeunesse et une fois dans ces dernières années, il a reçu des offres qui lui laissaient entrevoir un avancement et des richesses bien plus considérables que tout ce qu'il pouvait espérer de jamais atteindre au Canada : il a toujours refusé d'examiner des propositions qui auraient nécessité une absence prolongée, peut-être permanente, de son pays natal.

Lorsque le gouvernement fut formé, en 1873, Sir Richard reçut l'offre du portefeuille des finances et l'accepta. Malheureusement, la dépression commerciale universelle qui régnait alors créait des difficultés insurmontables à la nouvelle administration. En effet, ces années de désastres financiers, arrivant après une période de prospérité inouïe, devaient peser lourdement sur ceux qui tenaient les rênes gouvernementales. L'histoire impartiale reconnaîtra, cependant, les services éminents que Sir Richard rendit au pays en conservant le crédit national et en rencontrant nos obligations sans augmenter les charges publiques. En 1879, après sa retraite du cabinet, ses services reçurent leur récompense: il eut l'honneur d'être fait chevalier de Saint-Michel-et-de-Saint-Georges.

Dans la vie privée, il est comme dans la vie publique. Admiré, estimé, très remarqué par ses collègues libéraux dans les salles du parlement, il est l'idole de sa famille, qui a pour lui un respect mêlé d'amour. A ceux qu'il ne cherche pas à se concilier, il peut paraître froid et peu sociable ; mais la faute en est à eux, non pas à lui. Au physique, c'est un géant au point de vue de la force, avec des muscles de fer et des nerfs d'acier. Des habitudes simples et un exercice constant ont préservé sa constitution naturellement forte. Pendant toutes ces années de vie parlementaire, chaque soir, au cours de bien des longues sessions, il a occupé sa place avec une infatigable assiduité, toujours en face d'adversaires qui, après s'être bien reposés en dehors de l'atmosphère énervante de la chambre, venaient s'y relayer. Vigilant, alerte, parfaitement renseigné sur tous les sujets abordés, sa

force de résistance et son fond de vitalité paraissent inépuisables. Ajoutez à cela un courage absolument indomptable, la froideur d'un morceau de glace, même au cours des débats les plus animés, une contenance de sphinx au repos, et vous aurez la meilleure idée que je puisse vous donner de cet homme extraordinaire.

Quelles que puissent être les opinions politiques de celui qui l'étudie, personne ne peut regarder cette figure de statue, dans la chambre des Communes, repasser la vie qu'a menée cet homme pendant ces trente dernières années, chercher à peser la prodigieuse somme de ses travaux, s'efforcer de saisir sa pensée et son but, sans lui payer à son insu le tribut de respectueux hommage que décerne toujours un sentiment juste à un noble et grave caractère.

Depuis vingt-deux ans, ma position dans la galerie de la presse m'a permis de l'observer constamment, dans l'opposition, au pouvoir, puis encore dans l'opposition. Je l'ai vu vieillir au service du pays. Je puis évoquer le jeune politicien d'autrefois et retracer chacun de ses pas dans l'évolution du parfait homme d'Etat d'aujourd'hui. D'autres peuvent considérer sa vie comme dépensée inutilement pour résister à un pouvoir retranché dans une forteresse inexpugnable ; pour moi, la grandeur de son passé me fait croire qu'il pourrait bien finir par triompher de l'adversité et obtenir une récompense digne d'un tel désintéressement et d'un dévouement si élevé et si justement compris.

J. CARROLL RYAN.

Montréal, 20 juin, 1892.

(Traduction de Louis-H. Taché.)

Kingston. Aug 9th
1892

Dear Sir,

I regret that my absence from the city prevented my responding earlier to your request for my autograph.

Yours faithfully
J. J. Cartwright

Louis H. Taché Esq
71a Rue St Jacques
Montreal